



La Charte des anciens combattants canadiens

Avantages offerts à ceux qui résident à l'étranger

Décembre 1975

Publication autorisée
par le ministre des Affaires
des anciens combattants

Pensions à l'égard d'invalidité ou de décès

La Commission canadienne des pensions, en vertu de la Loi sur les pensions, prévoit l'octroi de pensions à l'égard d'invalidités qui se sont produites au cours du service ou qui étant d'origine antérieure à l'enrôlement, furent aggravées par ledit service ou encore dans le cas de décès survenu au cours du service militaire en temps de guerre ou imputable à ce service. Aux termes de la Loi sur les pensions, ces pensions sont versées aux titulaires, indépendamment de leur âge, de leur situation économique ou de leur lieu de résidence.

En vertu de la Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils, la C.C.P. peut octroyer des pensions similaires, à l'égard d'invalidités ou de décès attribuables au service lors de la Seconde Guerre mondiale, dans le cas d'anciens combattants qui occupent certains emplois ou font partie d'organismes associés aux forces armées, notamment les marins marchands canadiens, les pêcheurs en eau salée, les membres du corps des pompiers civils, les engagés de la défense anti-aérienne passive, le personnel des services auxiliaires, les préposées d'assistance sociale outre-mer ainsi que les membres de l'équipage civil canadien du *Royal Air Force Transport Command*.

Certains avantages spéciaux peuvent être attribués aux anciens combattants qui furent prisonniers de guerre des Japonais.

Tout ancien combattant, du sexe masculin ou féminin, membre des forces armées canadiennes en temps de guerre et résidant à l'étranger, qui souffre d'une invalidité qu'il estime ouvrir droit à pension ou encore la veuve ou le veuf, les enfants à charge et dans certains cas, les parents d'un ancien combattant qui jugent que le décès de celui-ci pourrait être lié à son service dans les forces armées canadiennes, peut ou peuvent obtenir des renseignements complémentaires ayant trait aux pensions, en écrivant à la Commission canadienne des pensions, Édifice East Memorial, Ottawa (Ontario) K1A 0P4.

Bureau de services juridiques des pensions

Le Bureau de services juridiques des pensions est un organisme indépendant, établi dans le seul but d'apporter gratuitement une aide juridique aux requérants et aux pensionnés dans la préparation ou la présentation de demande de pensions et ce, aux différentes étapes de la demande, y compris lors de comparutions personnelles devant des Comités d'examen de la Commission des pensions et devant le Conseil de révision des pensions.

Les rapports qui existent entre le Bureau et un requérant ou un pensionné sont analogues à ceux qu'entretient un vendeur avec son client et le Bureau n'est pas tenu de dévoiler certains détails qu'il connaît ou de produire des documents qu'il possède relativement à ce requérant ou à ce pensionné.

Les requérants, désireux d'obtenir l'aide du Bureau, et qui habitent les États-Unis doivent communiquer avec l'Avocat-conseil de district des pensions, Service des demandes à l'étranger (É.U.), Édifice du revenu national, angle des rues Main et Caroline, B.P. 490, Hamilton (Ontario), L8N 3J9; quant aux requérants qui résident à l'étranger, sauf aux États-Unis, ils doivent communiquer avec l'Avocat-conseil de district des pensions, Service des demandes à l'étranger, Édifice Fédéral, angle des avenues Worthington et Ferguson, B.P. 540, North Bay (Ontario), P1B 8J4.

Traitement

Les anciens combattants, titulaires de pensions octroyées en vertu de la Loi sur les pensions, peuvent, si le ministère des Affaires des anciens combattants l'autorise, être admissibles au traitement des affections qui leur ouvrent droit à pension, indépendamment de leur lieu de résidence.

Compte tenu de certains critères d'admissibilité liés aux états du service et à la situation financière, les anciens combattants des forces

canadiennes en temps de guerre peuvent recevoir des soins à l'égard d'affections n'ouvrant pas droit à pension, mais seulement s'ils résident au Canada.

Allocations aux anciens combattants et allocations de guerre pour les civils

La Loi sur les allocations aux anciens combattants ainsi que la Partie XI de la Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils prévoient l'octroi d'allocations aux anciens combattants canadiens, de même qu'à certains civils dont les états de service en temps de guerre et la situation financière actuelle satisfont aux exigences de l'une des deux Lois; les mêmes dispositions s'appliquent également à leurs personnes à charge. De telles allocations pourront être versées à un titulaire résidant à l'étranger mais seulement s'il a vécu au moins douze mois au Canada, immédiatement avant son départ et qu'il était déjà titulaire de ladite allocation au moment de son départ du Canada.

Tout ancien combattant, désireux de rentrer au Canada afin de bénéficier de ce privilège, devra d'abord communiquer avec la Commission des allocations aux anciens combattants, Ottawa (Ontario), K1A 0P4, et mentionner son numéro matricule afin qu'on soit en mesure de déterminer s'il répond aux critères d'admissibilité relatifs à ses états du service et de l'informer des restrictions financières stipulées dans la Loi.

Aide aux enfants des morts à la guerre (Education)

Une aide pourra être versée après la complétion d'études secondaires dans le cas des enfants qui touchent une pension consécutive au décès de leur père ou de leur mère pensionné; quant aux enfants qui seraient admissibles mais qui résident à l'étranger, ils pourront bénéficier de cette même aide s'ils poursuivent un programme d'études approuvé dans des institutions canadiennes, mais leurs frais de déplacement ne pourront alors être remboursés.

Formation des pensionnés

Le Ministère dirige un programme de formation professionnelle ou académique, ainsi qu'un programme de recyclage destinés aux anciens combattants, titulaires de pensions d'invalidité de la Commission canadienne des pensions et qui, en raison de leur invalidité ouvrant droit ou non à pension, ne sont désormais plus en mesure d'occuper leur emploi antérieur.

Fonds de bienfaisance

Les anciens combattants établis à l'étranger, sauf ceux de la Première Guerre mondiale, peuvent adresser une demande au Fonds de bienfaisance de la division dans laquelle ils servent au sein des forces canadiennes. Toutes les demandes seront étudiées à la lumière de la situation et des besoins de chacun. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec:

Marine
Le Secrétaire-trésorier
Fonds de bienfaisance de la Marine
royale canadienne
B.P. 505
Ottawa (Ontario)
K1P 5P6

Armée
Le secrétaire général
Fonds de bienfaisance de l'Armée
Édifice des Affaires des anciens
combattants
Ottawa (Ontario)
K1A 0P4

Aviation
Le Secrétaire-directeur
Fonds de bienfaisance de l'ARC
424, rue Metcalfe
Ottawa (Ontario)
K2P 2C3

Dans les trois cas (lorsqu'il s'agit de résidents des îles britanniques, du continent européen et de l'Afrique.)

Haut-commissariat du Canada
Division des Affaires des anciens
combattants
Canada House, Trafalgar Square
Londres SW1Y 5BJ, Angleterre

Funérailles et inhumations

Le ministère des Affaires des anciens combattants défrayera le coût des dépenses entraînées par les funérailles et l'inhumation si l'ancien combattant est décédé à l'hôpital alors qu'il recevait des soins aux frais du Ministère à l'égard d'une invalidité que la Commission avait reconnue comme étant liée au service ou s'il est décédé dans d'autres circonstances et que la Commission a pu établir un lien entre le décès et le service dudit ancien combattant. Outre la somme déterminée périodiquement pour régler les services de directeurs de funérailles, le Ministère pourra défrayer le coût d'un lot acheté au moment du décès ainsi que le creusage et le remplissage de la fosse. Une demande devra être adressée aussitôt que possible après le décès à la Division de l'admissibilité et des prestations, Services de traitement, ministère des Affaires des anciens combattants, Ottawa (Ontario), K1A 0P4, en ayant soin de préciser le nom du défunt au complet ainsi que son numéro matricule.

Lorsque la succession d'un pensionné atteint d'invalidité est insuffisante pour régler les frais de sa dernière maladie et de son inhumation, la Commission canadienne des pensions pourra octroyer une compensation destinée à régler en tout ou en partie, ces dépenses.

Le Last Post Fund

Un organisme non gouvernemental, le *Last Post Fund Incorporated* veille à ce que les membres des forces de Sa Majesté, des forces actives alliées ou les titulaires d'allocations de guerre pour les civils décédés alors que leur situation financière était précaire soient inhumés dignement au Canada; il veille aussi à ce que tout membre des forces actives canadiennes qui décède à l'étranger reçoive aussi semblable inhumation.

Ce Fonds octroie un montant, sujet à révision périodique, pour les services normalement fournis par un directeur de funérailles, ainsi que pour l'achat d'un lot, du creusage et du remplissage de la fosse; il règle même les frais relatifs à l'achat et à la pose d'une pierre tombale convenable. Quant aux directeurs de funérailles, ils ne seront pas autorisés à facturer des frais excédant la somme versée par le Fonds.

Généralement, le Fonds tente de se faire rembourser en tout ou en partie, les dépenses qu'il a encourues, par la succession de l'ancien combattant; toutefois, lorsque ladite succession destinée à une personne à charge, est inférieure au montant déterminé périodiquement par le Fonds, celui-ci ne réclamera aucune somme.

Les demandes devront parvenir au Fonds avant l'inhumation. Cependant, si par un concours de circonstances exceptionnelles une demande ne pouvait être transmise avant mais qu'autrement, elle serait devenue la responsabilité du Fonds, ce dernier pourra contribuer à l'achat et à la pose de la pierre tombale et examiner ladite demande, pourvu que le montant réclamé par le directeur de funérailles, n'excède pas celui qui est généralement versé par le Fonds.

Il existe des représentants locaux dans la majorité des villes canadiennes et on peut les joindre par l'entremise des organismes d'anciens combattants, la plupart des directeurs de funérailles ou auprès des responsables du ministère des Affaires des anciens combattants; on peut aussi s'adresser directement au Secrétaire-trésorier général, *Last Post Fund Inc.*, 685, rue Cathcart, Montréal (Québec) H3B 1M7.

Renseignements supplémentaires

Pour de plus amples renseignements ou pour toute autre information concernant l'un ou l'autre de ces avantages, veuillez écrire au ministère des Affaires des anciens combattants, Ottawa (Ontario), K1A 0P4, en veillant à mentionner le numéro matricule exact de l'ancien combattant concerné, ainsi que son nom au complet et son adresse actuelle.